

RENDU EXECUTOIRE LE

18 JUL. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Direction Générale Adjointe des SolidaritésDirection de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

Envoyé en préfecture le 05/07/2023

Reçu en préfecture le 05/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230705-23_A_ESE_0038-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0038****DU 05 JUL. 2023****FIXANT LE MONTANT DE LA DOTATION
GLOBALE 2023 DES EQUIPES DE PREVENTION
SPECIALISEE DE L'ADSEA A POITIERS ET A
CHATELLERAULT****LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L121-2 et L313-8-1;

VU l'arrêté ministériel du 4 juillet 1972 relatif aux clubs et équipes de prévention ;

VU l'arrêté n°2010-A-DGAS-DEF-ESE-0044 du 29 juin 2010 portant autorisation de fonctionnement du service de Prévention Spécialisée de Poitiers et Châtellerauld gérée par l'ADSEA ;

VU les propositions de l'ADSEA de la Vienne, gestionnaire de l'Equipe de Prévention spécialisée à Poitiers et Châtellerauld reçues le 28 octobre 2022 ;

VU la délibération de l'assemblée départementale du 16 décembre 2022 adoptant le budget primitif 2023 du Département de la Vienne ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux

Envoyé en préfecture le 05/07/2023
Reçu en préfecture le 05/07/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20230705-23_A_ESE_0038-AR

ARRETE :

ARTICLE 1 : La dotation globale de financement versée à l'ADSEA pour le fonctionnement des équipes de Prévention de Poitiers et Châtelleraut pour l'année 2023 s'élève à **1 116 999 €**, soit :

- 696 494 € pour Poitiers
- 420 505 € pour Châtelleraut

ARTICLE 2 : La dotation globale de financement est liquidée mensuellement sous la forme de 12 versements mensuels calculés comme suit :

- 6 versements de 84 854 € pour les mois de Janvier à Juin 2023
- 1 versement de 101 315 € pour le mois de Juillet 2023
- 5 versements de 101 312 € pour les mois d'Août à Décembre 2023.

L'imputation comptable au budget départemental est 65/4213/6526

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental, dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun - 33 074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration. En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le **05 JUIL. 2023**



**Le Président,
Alain PICHON.**